

## Intégration et systèmes de qualité: une divergence à simplifier

Giulio MALORGIO\*

*Ces dernières années, la qualité des produits alimentaires a acquis des traits et des définitions qui créent beaucoup de confusion aussi bien chez les producteurs que chez les consommateurs surtout si on se réfère à une région géographique hétérogène comme le bassin méditerranéen.*

*Si d'un côté la qualité peut être conçue comme un outil de politique stratégique pour les entreprises dans le contexte de la compétitivité des marchés internationaux, de l'autre elle représente un élément clé de plus en plus demandé par l'opinion publique afin de garantir au consommateur un niveau minimum de conditions hygiéniques et sanitaires des produits alimentaires.*

*L'adoption et l'importance du concept de qualité dans le secteur agroalimentaire dépend, entre autre, du niveau des conditions socio-économiques d'un certain pays. Dans les Pays de la rive nord de la Méditerranée, l'engagement de la politique agroalimentaire est adressé aux problématiques inhérentes à la transformation de la structure et des comportements du consommateur, caractérisés par une demande d'aliments diversifiée et par une grande attention aux aspects liés à la qualité et aux conditions sanitaires des aliments, au-delà du prix. Une telle phase influe naturellement sur les relations existantes entre les différentes phases du système alimentaire, dans lequel se crée une nouvelle vision de l'agriculture, qui n'est plus associée à un concept de productivité, mais plutôt à une conception compatible avec les exigences du consommateur et les conditions des marchés internationaux. Dans le cas des PTM, le concept de qualité et de sécurité alimentaire devient secondaire, la préoccupation principale étant adressée à assurer l'approvisionnement alimentaire de la population; par conséquent, les politiques agroalimentaires sont adressées surtout à l'aspect quantitatif de la production*

*et à la modernisation des entreprises vers des formes d'intensification, visant surtout à une compétitivité des prix.*

*Vu l'importance que revêt le secteur agricole dans l'économie des PTM et le poids stratégique des exportations relatives vers les marchés de l'UE, l'utilisation des systèmes de qualité partagés et de règles communes constituent l'élément clef pour créer les conditions d'une croissance économique, afin de faciliter les rapports commerciaux entre l'UE et le PTM mêmes, dans la perspective de la libéralisation des échanges.*

*L'UE, à partir des années 90, a entrepris une vaste activité législative dans le secteur de la sécurité et de la qualité alimentaire, afin de réduire les risques d'asymétrie informative à travers l'institution et la réglementation relatives aux marques, aux appellations d'origine et à la certification des aliments.*

*Du côté des PTM on reconnaît l'effort considérable entrepris, aussi bien par les institutions publiques que privées, pour la mise en œuvre de programmes pour l'amélioration des systèmes de qualité; tout ceci afin de maintenir un dialogue commerciale avec l'UE, pour l'accréditation d'organismes pour la certification ISO, l'agriculture biologique, la création d'organismes pour le contrôle de la qualité. Cependant un tel processus ne constitue pas une pratique très répandue à cause des systèmes productifs à forte fragmentation de la filière d'approvisionnement, au sein de laquelle les relations avec les exportateurs sont moins directes et les relations verticales inexistantes.*

*Les produits sont de plus en plus complets et élaborés; la grande surface moderne demande une plus grande gamme de produits, mais aussi une spécialisation dans certains produits pour garantir une couverture temporelle pendant toute l'année.*

*A cause de cette transformation et exigence, le marché devient plus ouvert et intégré, à travers des accords ou*

\*Université de Bologne

des participations de capitaux entre les organisations, les entreprises et les institutions afin de garantir la satisfaction des besoins surtout au niveau de la qualité des produits alimentaires.

Les emballages, les standards de qualité, la gestion de la chaîne du froid, la logistique, la technologie de l'information sont des facteurs qui donnent de la valeur ajoutée et accroissent la compétitivité sur le marché.

Il est souhaitable, pour l'avenir, que les entreprises agricoles et agroalimentaires du bassin puissent réaliser une voie d'accès directe au marché européen, en constituant des partenariats internationaux. Ceci permettra d'améliorer la qualité et la rémunération des rapports commerciaux, de restituer à la production la valeur dispersée au long de la filière de distribution et surtout à la sécurité alimentaire.

Nul doute qu'il faudrait ouvrir, au sein de la Politique Européenne de Voisinage (PEV), une série de négociations relatives aux accords sur l'évaluation de la conformité des produits et sur l'harmonisation des standards et des caractéristiques techniques de manière à réduire les coûts de transaction et de faciliter le processus de libéralisation des échanges. De cette manière, la région méditerranéenne pourrait tirer des avantages à travers le développement et l'application des systèmes de certification partagés et de standards qualitatifs reconnus, afin de jeter les bases pour une croissance des échanges et pour le développement coordonné de la filière agroalimentaire le long de l'axe nord-sud. Il serait aussi capital d'éviter l'introduction de caractéristiques et de concepts nouveaux liés à la qualité qui pourraient entraver les échanges. Il est souhaitable d'améliorer la connaissance des normes existantes appliquées dans les différentes phases de la chaîne alimentaire, et de promouvoir la formation et l'information des sujets intéressés qui puissent créer les conditions pour encourager les relations commerciales.

La structure des accords d'association ou mieux les instruments de la nouvelle Politique Européenne de Voisinage (PEV) devraient être inclus dans un contexte plus global et intégré.

Une réflexion plus étendue est nécessaire pas uniquement sur le secteur agricole, mais sur le système alimentaire tout entier, car la capacité de développement des Pays du sud-est de la méditerranée est liée aux synergies émergentes entre les secteurs liés aux systèmes alimentaires, capables de créer et d'incorporer une nouvelle richesse.

La création ou le renforcement de zones interrégionales de production et de commercialisation dans le cadre du secteur agroalimentaire sont nécessaires afin de valoriser et de compléter le processus productif et de réaliser ces économies de gamme capables d'augmenter les spécificités territoriales et de gagner de nouveaux marchés.

Ceci demande une organisation d'entreprises capables de concentrer dans une seule offre les productions des différents territoires à l'aide de règles communes de production et de commercialisation. De telle manière on pourrait créer des parcours communs qui, à travers le transfert de technologies et de compétences et, en même temps, la valorisation des ressources locales, pourraient permettre d'atteindre des objectifs qui auraient des conséquences sur l'économie interne et internationale.

Dans ce contexte, on pourrait envisager la valorisation des produits alimentaires et des spécificités méditerranéennes à travers le renforcement des négociations sur la propriété intellectuelle et sur la reconnaissance des produits typiques et d'origine dans le contexte de l'OMC. De cette manière on pourra étendre les règlements de l'UE aux pays méditerranéens afin de créer un étiquetage méditerranéen.